



INTRODUCTION

Au sein de ce groupe de travail, les discussions initiales portent globalement sur l'accessibilité aux soins avec un accent tout particulier sur le coût des médicaments.

Concernant le marché des médicaments, il est discuté du besoin de remplir l'obligation de disponibilité et d'approvisionnement, amenant à évoquer différentes alternatives de production, comme par exemple d'imaginer une production/fabrication de médicaments étatique, et un certain partenariat public/privé dans ce domaine.

Actuellement, l'entier de la production des médicaments est en mains privées, ne laissant pas de place pour un marché mixte qui pourrait être souhaitable, et menant à des ruptures d'approvisionnement extrêmement délétères fréquemment, pour lesquelles l'OSP pourrait avoir un certain rôle régulateur.

De manière plus agressive, mais également de manière visionnaire, est discuté le concept d'expropriation, c'est-à-dire du Compulsory Licensing (licence obligatoire) visant à prioriser l'intérêt public.

D'autres mots clés, tels que le manque de transparence des assurances, l'importance de la prévention, l'importance de l'information à la société civile, la notion des responsabilités des sociétés et des politiques, la notion d'iniquité de moyens pour l'information dans la campagne politique sont également discutés. Un point très important est évidemment soulevé, qui consiste à mettre en relief le manque d'indépendance des élus dans l'exercice de leurs pouvoirs, avec notamment la notion de lobby de groupes privés, tant dans le domaine des médicaments que des technologies médicales, incluant notamment la médecine dentaire, retardant de façon significative la possibilité de certains progrès sociétaux. Différents groupes de pression, notamment lobby Watch, le groupe des patients ainsi que **la FRC** sont évoqués dans cette discussion.

LISTE DE PROBLEMATIQUES RELEVÉES :

- Transparence des données de santé
- Transparence des travaux de l'OFSP (commission médicaments)
- Prix des médicaments/ruptures/brevets
- Assurances
- Pouvoir de décisions des élus/indépendance
- Lobby-Pharma/Assurances/Dentaires/Techniques médicales/Pharmaciens
- Disparité des moyens
- Prévention + tabac
- Information et qualité des messages

ACTIONS PROPOSÉES :

1. Lancer une initiative demandant la transparence des données de santé, focalisant sur les assurances et les médicaments. En termes d'assurance, nous souhaiterions connaître l'entier de leur fonctionnement, tant de leur partie privée que leur partie LAMal, afin de notamment comprendre les différences environnementales, régionales, et de couverture qui caractérisent notre pays. Il est important de connaître également la composante générant une augmentation de coûts, et comment celle-ci se dissèque en différentes prestations médicales, avec un niveau de granularité qui permet de repenser le système. Au niveau des médicaments, une transparence dans la définition de ses coûts, l'utilisation d'un calcul du juste prix, la mise à disposition publique des comptes rendus des séances de la commission des médicaments définissant ces coûts seraient extrêmement importantes parmi d'autres initiatives rendant lisibles ces dépenses



2. Discuter de la licence obligatoire ;
3. Discuter de la reprise de fabrication de certains médicaments, notamment pour les maladies orphelines par l'État ;
4. Essayer de balancer l'iniquité des moyens et différents groupes d'information, notamment la FRC et les groupes des patients ;
5. Demander une transparence des intérêts de chacun à tous les échelons de l'arbre décisionnel ;
6. Informer mieux la société civile ;
7. Impliquer des sociétés des spécialistes et responsabiliser celles-ci ;
8. Créer un groupe actionnable pour cette initiative. La priorité sera mise sur l'initiative pour la transparence des données de santé (1) qui pourront reprendre un certain nombre des points (N° 2 à 8)

Auteure des notes : Solange Peters (solange.peters@engagespourlasante.ch)